



TOTAL

élections et géopolitique

Lors des dernières élections, et pendant la période difficile qui a suivi, qui n'est d'ailleurs pas terminée, on n'a sans doute pas assez souligné le rôle des diverses puissances qui s'intéressent au Cambodge.

Les obsédés de l'influence vietnamienne ont naturellement dénoncé l'appui que Hanoï apporterait à Hun Sen, sa "marionnette". C'est un thème devenu tout à fait anachronique.

Décisive en revanche a été l'attitude du Japon et de la Chine, qui ont constamment fait confiance au gouvernement, qui n'ont pas voulu le radical changement d'équipe recherché par l'opposition et par certains sénateurs américains.

Ces rivalités entre très grandes puissances ne se traduisent plus, comme naguère, par des bombardements massifs, par des guerres, mais qu'elles infiltrent la politique, c'est certain. La politique, pourrait on dire en inversant Clauzewitz, c'est la continuation de la guerre par d'autres moyens.

Vue ainsi, l'évolution politique au Cambodge marque un net succès pour ceux qui ont soutenu Hun Sen, notamment pour la Chine, en pleine phase d'expansion économique et diplomatique.

La visite au Cambodge, pendant 5 jours, de la vice-Premier ministre de Chine Wu Yi, des visites de personnalités chinoises encore plus importantes en avril, ne renforcent pas seulement Hun Sen, le gouvernement, le Cambodge, elles soulignent une évolution d'ordre géostratégique.

C.n.

deux - et - demi : la potion magique ? le point sur l'Hévéaculture - Banque et pratiques bancaires - le livre de Khieu Samphan

Comme un joyeux coup de trompette le 15 mars est arrivée la nouvelle que le PPC et le Funcinpec s'accordaient pour former une nouvelle coalition gouvernementale, selon une formule originale, un compromis comme le Cambodge en est coutumier: deux partis-et-demi. Selon cette combinaison ingénieuse, le PPC et le Funcinpec gouverneront ensemble, mais certains membres du PSR entreront aussi au gouvernement.

Pourquoi cette formule est-elle aussi heureuse, aussi louable ?

Parce qu'en premier lieu elle met fin à une crise que l'on commençait à craindre insurmontable. Les pessimistes présageaient les pires désastres. Cette hypothèse s'éloigne. On voit que les responsables politiques ne sont finalement pas tout à fait suicidaires, il leur reste un certain instinct de survie, et davantage: le sens de l'invention.

On ne peut pas dire que la formule *deux-et-demi* règle les désaccords. Elle les rend supportables. Elle combine, elle conjugue des forces. Elle permet de continuer le jeu. C'est de la bonne politique. Reste l'usage qu'on en fera.

Le mérite de la formule deux-et-demi, c'est qu'elle ne fait perdre la face à personne. Qu'elle respecte dans une certaine mesure l'accord du 5 novembre, signé par les trois partis sur l'initiative et en présence du Roi. Qu'elle tient compte, autant qu'il est possible, des objectifs de chacun. Qu'elle demande des sacrifices au fond assez équilibrés.

Les trois partis seront représentés au gouvernement. Sans qu'il s'agisse tout à fait d'un gouvernement tri-partite, le PSR y sera représenté. Il y a là comme une union nationale, du moins ce qui y ressemble le plus. L'esprit du 5 novembre est respecté.

Le PPC, naturellement, n'y perd pas. Il ne voulait pas être contraint à gouverner seul, il n'y est pas contraint. Il ne voulait pas d'un gouvernement tri-partite, ou du moins ne l'avait accepté le 5 novembre qu'à contre-

coeur, comme un ménage à trois, et il l'évite. Il voulait un nouveau gouvernement de coalition avec le Funcinpec, il l'a.

On peut observer au passage qu'il a résisté à toutes les attaques et demandes que l'opposition a multipliées depuis les élections de juillet 2003: le refus du résultat des élections, le recomptage des bulletins dans plusieurs provinces, le refus de Hun Sen comme Premier ministre, le refus d'un vote "bloqué" à l'Assemblée nationale, la discussion préalable sur une plate-forme commune, ...

Le sacrifice que consent le PPC est finalement bien léger, voire nul: il y aura des responsables politiques PSR dans ce gouvernement. Mais ce sera aux dépens du Funcinpec. S'il y a problèmes dans la répartition des postes ministériels, ce n'est pas son affaire. De toutes façons, le PPC se sent assez fort pour gouverner avec des ministres

PSR, et même avec Sam Rainsy en personne, pourquoi pas, il l'a déjà dit clairement, ce n'est pas une concession. Quant à la composition du futur gouvernement, le PPC a posé ses conditions depuis des mois déjà: il s'y tient.

Le Funcinpec n'est pas si perdant qu'on avait pu le croire. Dans une hypothèse pour lui pessimiste, il passait dans l'opposition avec le PSR, et l'Alliance formait un seul parti. On prédisait que, dans cette hypothèse, le Funcinpec se fondrait et disparaîtrait bientôt, la dynamique du PSR faisant son oeuvre, et le Funcinpec, éloigné de tout pouvoir, poursuivant son déclin, finissant par décourager tout à fait les siens, selon une autre hypothèse pessimiste, le Funcinpec se cassait, une partie rejoignant le PPC au gouvernement, une autre Sam Rainsy dans l'opposition.

Rien de tout cela n'arrive jusqu'à présent. Dans la formule *deux-et-demi* le Funcinpec conserve donc des postes au gouvernement. Lesquels ? Le prince Ranariddh vient de prévenir: il y aura du remue-ménage au sein du parti, de hauts responsables pourraient se trouver déplacés, "limogés", ...

(suite page 2)

la formule deux-et-demi potion magique ...

Sommaire

Politique:

la formule *deux-et-demi* pp. 1 - 2

Hévéaculture

entretiens pp. 3 - 4 - 5 - 6

Banque et pratiques bancaires

entretiens Phung Khin Hoa et x pp. 7 - 8

Confection Emmanuel Blanc p. 9

Livres: Khieu Samphan

Médias

p. 12

après l'accord du 15 mars : la formule deux - et - demi

(suite de la page 1)

D'autant qu'il faut faire de la place au PSR, c'est l'originalité de la formule deux-et-demi. Elle permet au Funcinpec de ne pas trahir l'Alliance, hypothèse vraiment exclue après tant de jurements de fidélité.

Elle permet aussi au Funcinpec, c'est sans doute l'idée de manoeuvre de l'Alliance, peut-être celle en particulier de Norodom Sirivudh, d'avoir au sein du gouvernement une présence plus forte, dynamisée par la présence de hauts responsables PSR. Ensemble, Funcinpec et PSR, si l'esprit de l'Alliance perdure, auront une meilleure chance d'exister dans la gestion courante des affaires face au puissant PPC.

A l'avantage du Funcinpec on peut encore imaginer des tractations entre le Premier ministre et le prince Ranariddh lors de leur entrevue du 15 mars dans la résidence du prince, à Kien Svay. Mais c'est un secret

Le PSR n'est pas forcément le perdant de la formule deux-et-demi.

Il y a échec apparent: Sam Rainsy voulait être le tombeur de Hun Sen: c'est raté. Il voulait être le créateur d'un grand parti d'opposition, rassemblant les partisans d'une "autre culture", d'une "autre famille de pensée", capable de renverser le PPC, comme il l'expliquait à Cambodge Nouveau (n° 209). C'est raté aussi. Mais pour l'avenir, rien n'est compromis.

Il va avoir un pied dans l'opposition, un pied au gouvernement. C'est inconfortable, mais cela permet beaucoup de manoeuvres.

En créant l'Alliance avec le Funcinpec, Sam Rainsy a maintenant un contact plus étroit avec les membres du parti royaliste.

Selon une hypothèse constructive, responsables PSR et Funcinpec au sein du gouvernement poursuivent leur alliance, prennent ensemble "du poil de la bête" et gagnent en crédibilité face au PPC.

A cette alliance, les uns, le Funcinpec, gagnent en dynamisme, en confiance, les autres, le PSR, gagnent en expérience de la gestion des affaires, se préparent à gouverner un jour.

Cette hypothèse n'est pas un rêve si véritablement une quantité de conseils, d'autorités, de commissions sont supprimés pour donner plus de pouvoirs aux ministères.

Ensemble, PSR et Funcinpec pourraient améliorer leurs scores aux prochaines élections, et peut-être les gagner.

Selon une autre hypothèse: si les responsables du Funcinpec au sein du gouvernement sont déçus du sort qui leur est fait, s'ils se sentent frustrés comme ce fut le cas dans les deux coalitions précédentes, Sam Rainsy est là, prêt à les accueillir dans l'opposition. Dans cette hypothèse, ce n'est pas le leader du PSR qui y perdrait, il pourra dire "je vous l'avais bien dit, il n'est pas possible de gouverner avec ces gens du PPC, la

nement, se réunissent et se mettent d'accord. Il faut créer entre autres des postes de vice-Premiers ministres. Ces commissions ne commenceront à travailler que le 28 mars. D'ici là on peut penser que les discussions seront tendues au sein du PSR et du Funcinpec, et peut-être entre les deux leaders.

PPC: encore plus de pouvoir

Le plus à l'aise c'est évidemment le PPC. Il est en position de vainqueur, il a évité la formation d'un grand parti d'opposition, il peut même estimer qu'il a coupé les griffes du tigre Sam Rainsy. Il est en passe d'augmenter encore son pouvoir.

Rappelons les conditions qu'il a posées il y a déjà longtemps (interview Om Yentien, *cn* 204, novembre 2003). Le PPC offre au Funcinpec un choix:

- ou bien les postes de co-ministres de la Défense et de l'Intérieur, actuellement détenus par le Funcinpec, sont supprimés (c'est à dire que ces deux ministères reviennent entièrement au PPC). Dans cette hypothèse, le PPC demande aussi que le ministère de l'Information revienne au PPC (actuellement le ministre est Funcinpec).

- ou bien, si le Funcinpec insiste pour conserver les deux co-ministères de l'Intérieur et de la Défense, alors le PPC demande trois ministères: l'Intérieur, le Développement rural et le secrétariat d'Etat à l'Aviation civile.

L'Intérieur donne évidemment un pouvoir considérable de surveillance, de renseignement, de police; le Développement rural permet d'augmenter encore le rôle et l'influence du parti dans la population rurale; l'Aviation civile rapporte de l'argent.

Finalement, peu de changements

Pour le reste, là aussi comme l'a dit le PPC depuis longtemps, il devrait y avoir peu de changements: Premier ministre Hun Sen, Président de l'Assemblée nationale Ranariddh, Président du Sénat Chea Sim. Les victimes de toutes ces manoeuvres: quelques hauts responsables qui n'auront pas mérité d'être ainsi punis. C.n.

... ou soupe à la grimace ?

seule bonne politique est de me rejoindre dans l'opposition et nous gagnerons en 2008". Le perdant alors serait Ranariddh, qui aurait fait le mauvais choix pour son parti.

Et maintenant ? On discute

Sur la situation politique telle qu'elle se présente actuellement on peut faire bien des commentaires, bien des hypothèses.

"Qui a été le meilleur joueur ? Qui a manoeuvré qui ?" On ne peut pas le dire parce que la partie est loin d'être terminée.

Il faut d'abord que l'accord intervenu soit franchement accepté dans son principe et dans les détails à venir par les membres du Funcinpec et par ceux du PSR. Ce n'est pas gagné. Dans chacun des deux partis on peut prévoir de fortes résistances, de grandes rancoeurs. Les chefs contrôleront-ils entièrement leurs généraux, leurs officiers et leurs troupes ? Tout risque de "cassure", ou de "désertions", n'est pas écarté, ni au Funcinpec, ni au PPC.

Il faut ensuite que les commissions PPC-Funcinpec chargées de discuter du fonctionnement de l'Assemblée et de la formation du nouveau gouver-

naux, notamment l'ADB, ont récemment clairement déclaré que la poursuite de leur assistance au Cambodge n'est pas affectée par la situation politique. C'est une aide programmée sur la longue durée. La Banque mondiale observe cependant qu'elle ne pourrait pas signer de nouveaux prêts en l'absence du nouveau gouvernement et sans l'approbation de l'Assemblée nationale. L'aide bi-latérale pour sa

part ne dépend pas de l'approbation de l'Assemblée nationale (interview de l'ambassadeur de France *cn* 209), elle s'adresse à un pays, non à un gouvernement particulier. Les programmes sont multi-annuels.

Formation qualité

Projet de la Chambre de Commerce franco-cambodgienne: une formation à la qualité. L'idée: répondre aux

besoins du Cambodge dans les domaines de la qualité et du respect des normes internationales s'il veut exporter (interview du secrétaire d'Etat Sok Siphana *cn* 209).

Cet enseignement est pratiqué depuis quelques années par l'Université de Toulon (Var, région PACA), en liaison avec l'Institut Méditerranéen de la Qualité (IMQ). La formation au Cambodge, assurée par des professeurs "visitants", durerait

A PROPOS...

Procès Sam Rainsy/ Hun Sen
La cour municipale de Phnom Penh a déclaré recevable la plainte lancée par Sam Rainsy contre Hun Sen, accusé d'être responsable de l'attaque à la grenade du 30 mars 1997 (*cn* 210).

Assistance poursuivie

Les Etats-Unis, la France, l'Allemagne, et plusieurs bailleurs de fonds internatio-



HEVEACULTURE

Entretiens avec M. Chan Tong Yves, Secrétaire d'Etat à l'Agriculture
M. Ly Phalla, directeur de la DGPH,
Direction Générale des Plantations d'Hévéas

**tout le monde est d'accord
pour privatiser
les plantations d'Etat**

**Un audit va déterminer la
valeur des plantations...**

**... et servira
à mettre au point
un plan de
désinvestissement
avant la fin de l'année**

**les privatisations
doivent être réalisées
avant la fin 2006**

**il faudra régler
les problèmes sociaux
induits par la
privatisation**

Restructurer la filière caoutchouc, cet objectif n'est nullement abandonné, bien au contraire. L'impulsion est donnée par l'ADB, qui a le projet de consacrer 29 millions de dollars au développement de l'agriculture du Cambodge, mais suspend sa décision à certaines conditions, parmi lesquelles la privatisation des 7 plantations d'Etat. Les divers acteurs de l'hévéaculture sont d'accord pour privatiser. Le Comité National de Désinvestissement, dont le président est S.E. Sok An, le vice-président est le ministre de l'Agriculture, le secrétaire général le secrétaire d'Etat Chan Tong Yves, les membres les ministres concernés, Commerce, Industrie, et un représentant de la DGPH, est chargé de la mise en oeuvre de la privatisation.

Un audit pour évaluer les plantations

Ce qui a freiné la privatisation, dont on parle depuis une dizaine d'années, c'est qu'on ne pouvait pas attribuer de valeur précise, indiscutable, à ces plantations. Il a finalement été décidé de réaliser un audit. Sur appel d'offres, c'est *Price Waterhouse Coopers* qui a été choisi. On est en train de négocier avec la Malaisie pour le choix des experts qui réaliseront les audits. Il faudra qu'ils aient toutes les informations à disposition, comme les panneaux de saignée, etc ... L'audit doit commencer ce mois de mars. En attendant les résultats, on ne peut rien dire. Il est possible que certaines plantations soient déclarées en faillite, que l'Etat stoppe ses investissements, qu'il décide de vendre, ou de faire une joint-venture, une société mixte ... On va tout mettre sur la table, y compris ce qui est aujourd'hui masqué.

La situation est compliquée. Les surfaces par exemple: les surfaces officielles ne

sont pas les surfaces réelles. La plantation de Chamcar Andong a-t-elle vraiment 8000 ha ? Probablement moins. Est-ce que Chup vaut 35 millions de dollars ? Quelle est la valeur du terrain ? D'autre part, des paysans ont grignoté ces plantations: est-ce de façon légale ou illégale ? L'Aménagement du Territoire et le Cadastre vont devoir cadastrer.

Normalement, si les compagnies présentent tous les documents, l'audit ne durera que de 1 à 2 mois. C'est cet audit qui va décider de la politique à venir, du plan de désinvestissement qui doit normalement être prêt, et approuvé par le Conseil des Ministres fin 2004.

Le délai prévu par l'ADB pour la privatisation: de 2003 à 2006.

"Il est vrai que ce plan pourrait déranger des intérêts puissants, reconnaît M. Chan Tong Yves, mais si le gouvernement décide, il devront se soumettre". On ne sait pas quelles solutions seront retenues, mais on peut imaginer que si on crée des sociétés mixtes les actuels directeurs de plantations voudront rester des partenaires. En tous cas on ne prévoit pas d'abandonner de plantations.

Projet: un salaire minimal

Un autre frein à la privatisation, nous dit M. Sam Vanthy, Directeur général au Ministère de l'Agriculture, c'est que la privatisation risque d'entraîner des licenciements. Il faut éviter que les paysans soient les victimes de cette privatisation.

La préoccupation du gouvernement est de garantir un prix minimum aux paysans des plantations familiales.

(suite page 4)

A PROPOS...

un an, en 14 modules, suivi de stages. Elle débouche sur un diplôme d'Etat, une "licence qualité". Il y aura des bourses de perfectionnement pour les meilleurs "qualiticiens". Les étudiants, recrutés dans les entreprises, sont formés aux méthodes de fabrication, aux méthodes administratives, aux normes techniques existantes (ISO, International Standard Organisation, siège à Genève).

Pris au premier degré de l'enseignement supérieur (licence) les diplômés peuvent par cette filière accéder au troisième niveau (nouvelles normes européennes: licence, master, doctorat). Reste à sonder les entreprises installées au Cambodge sur leur intérêt pour une telle formation.

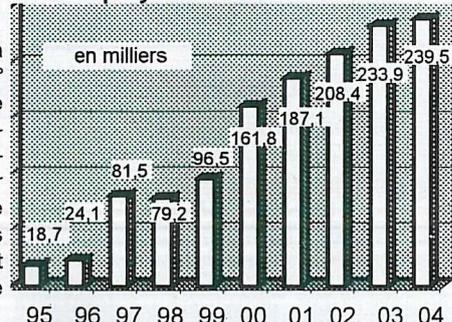
Prochainement

l'INDEX 1994 - 2004

erratum Confection

Dans l'article sur la Confection de *cn* n° 210, le graphique "nombre d'employés dans la Confection" donnait par erreur le nombre des employés "hors confection". Il faut rétablir le graphique ainsi (au 29.2.04)

Employés dans la Confection



HÉVÉACULTURE

(suite de la page 3)

Le Deauville Group

Bar, Brasserie, Restaurant.

Wat Phnom Phnom Penh

Tel : 012.843.204 Fax : 012.723.474

ledeauville@yahoo.com

Le Deauville I

La plus célèbre Brasserie
de Phnom Penh.

Cuisine khmère et Européenne
Menus attractifs et carte complète
012.843.204

Le Deauville II



Croisières sur Le Mékong et le Tonle Sap.

Réceptions, anniversaires,
Cérémonies...
012.843.204

Le Deauville III

Catering pour collectivités et
particuliers

Service **TRAITEUR** à domicile
012.843.204

Le Deauville IV



Catering et Kraft Services.
Tous événements festifs, Cinéma,
réunions sportives, foires
commerciales...
012.843.204

Le Deauville V

Hotel aux normes internationales
Centre de Phnom Penh
24 Chambres A/C,
TV cablée, Mini Bar
10/15 \$, et forfaits mensuels
012.862.422

Pour renforcer les paysans face aux usines

on va créer un prix
minimum pour le
kilo de latex

pour un dialogue
plus équilibré entre
paysans et usines
de traitement ...

... les paysans
doivent s'organiser
en associations

En Thaïlande, en
Indonésie, en
Malaisie 85% des
arbres sont aux
petits planteurs.
Au Cambodge 60 %
sont à l'Etat

Rapprocher les paysans des usines

Pour l'instant, les plantations familiales représentent 40% des surfaces exploitées, les plantations industrielles 60%. Il faudrait inverser ces proportions comme cela existe ailleurs dans le monde, en Malaisie par exemple. Mais il faut pour cela renforcer les paysans face aux usines de traitement.

Autour de la plantation industrielle de Kompong Thom ont été créés depuis 2001 1500 ha de plantations familiales, dont 430 ha sont déjà plantés: des lots de 3 ha, dont 2 pour les hévéas et 1 pour les cultures de couverture (anacardier ...), avec pagodes, écoles, une aide en riz.

Actuellement le latex est acheté aux paysans par des intermédiaires, qui le revendent aux usines. Souvent même les intermédiaires avancent de l'argent aux paysans et leur achètent le produit à des prix fixés d'avance.

On souhaite se passer de ces intermédiaires, qui jouent un rôle utile mais qui gagnent de l'argent qui pourrait revenir aux paysans s'ils étaient organisés.

On veut rapprocher les paysans des industriels, dit M. Ly Phalla, en leur garantissant qu'ils ne seront pas trompés sur les poids, sur les qualités, sur les prix, sur les paiements ... C'est pourquoi nous voulons appliquer un système de prix minimum.

Les paysans connaîtront le prix minimum au kilo, qui sera établi par la DGPH en fonction d'une série de critères, dont le prix sur les marchés internationaux, les coûts (traitement, emballage, transport ...) etc ... le système de calcul est en cours d'élaboration.

Les paysans pourront mettre en concurrence les usines de traitement. S'ils peuvent obtenir plus du



collecte du latex dans la
plantation de Beng Ket

HÉVÉACULTURE

les plantations d'Etat en 2003 (ha)

Plantations	surface concession	surface exploitée	dont petits planteurs	nouvelles plantations	dont petits planteurs	Vieux arbres	Surface plantable
Chamcar Andong	8 735	3 707	0	1 723	0	10	979
Beng Ket	8 887	3 515	0	1 437	394	0	2 993
Chup	15 229	7 042	253	5 037	1 103	394	625
Peam Cheang	5 053	2 830	156	689	76	0	246
Krek	5 522	3 607	0	873	0	89	185
Memot	12 797	3 990	0	1 758	0	1 096	1 739
Snuol	4 920	2 934	0	528	0	0	849
IRCC	1 033	623	0	281	0	0	0
Tomring	4 359	0	0	1 153	124	0	3 205
total	66 539	28 251	409	13 481	1 698	1 589	10824

Stat. DGPH au 29.7.03

Le plan de désinvestissement devra veiller aux paysans licenciés

minimum de, par exemple, 2800 riels, tant mieux pour eux. Les usines de leur côté ont leurs contraintes, elles doivent assurer la régularité de leur approvisionnement. Il y aura donc un dialogue moins inégal entre usines et paysans. Pour cela il faut que les paysans s'organisent en associations capables de négocier les prix.

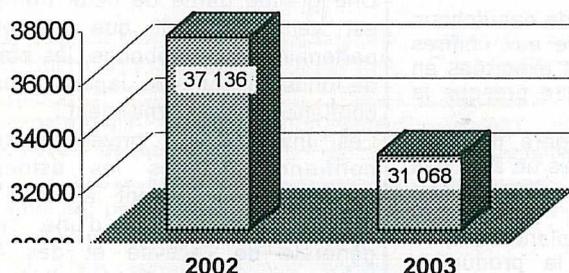
On demande un effort aux paysans. La privatisation sera lente, difficile, il ne faut pas chercher à aller trop vite, mais selon le rythme de l'économie nationale.

Attention aux conséquences sociales, aux licenciements

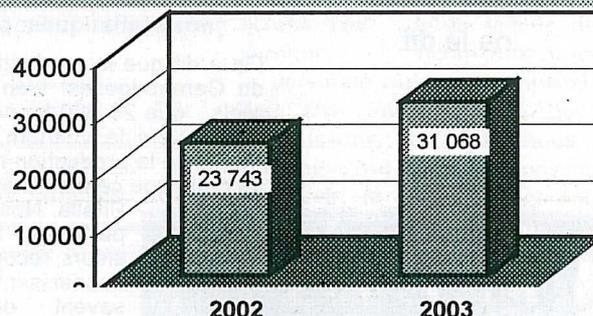
Une préoccupation du gouvernement en prenant la décision de privatiser c'est d'en atténuer les effets sociaux. Il y aura sans doute des licenciements. Le plan de désinvestissement prévoira la relocalisation des paysans (sur de nouvelles plantations ?), ou une compensation.

(suite page 6)

Exportations 2002 et 2003, en tonnes



Exportations 2002 et 2003, en dollars



On voit que les exportations ont diminué, en tonnes (-11,7 %), mais que leur valeur a nettement augmenté, à cause du redressement des prix sur le marché international.

des SOLUTIONS SUR MESURE

A tout moment, du conseil à la conception, de la réalisation à l'entretien, les ingénieurs et techniciens de Comin Khmere assurent dans les meilleurs délais un service sur mesure.

Des installations mécaniques et électriques gérées avec un professionnalisme ayant fait ses preuves et en qui vous pouvez avoir confiance : une garantie qui a fait notre notoriété.

Comin Khmere, la première entreprise d'ingénierie au Cambodge.

tel: (+855 23) 426 056 cksales@comin.com.kh www.cominkhmere.com



comin khmere

électricité

climatisation

eau

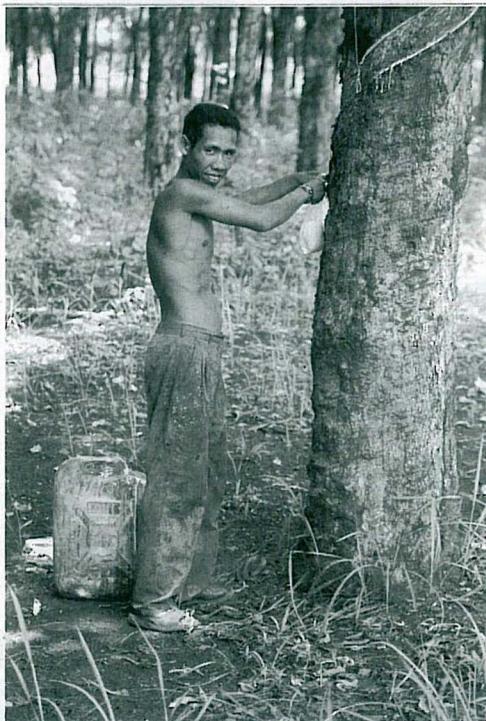
HÉVÉACULTURE

les nouveaux investisseurs dans l'hévéaculture sont les bienvenus

des millions d'ha de terres propices à l'hévéaculture

la certification est souhaitable

la fraude: moins qu'on ne le dit



Nouveaux investisseurs bienvenus

De nouveaux investisseurs dans l'hévéaculture au Cambodge ? Oui, ils sont les bienvenus, nous dit M. Chan Thong Yves, secrétaire d'Etat au ministère de l'Agri-culture. Ils créent des emplois, ils diminuent la pauvreté, ils créent de la richesse, et les plantations diminuent aussi l'érosion, influent sur les pluies, sur la chaleur.

Il y a beaucoup de terres propices à l'hévéaculture au Cambodge, précise M. Ly Phalla, même en dehors des 370 000 ha de terres rouges; des millions d'ha de terres grises et noires. On fait des essais. La Banque Mondiale a suggéré de réaliser des plantations familiales-pilotes dans des zones non traditionnelles. On le fait et on commence à avoir des résultats.

Il vaut mieux créer de nouvelles plantations que d'attendre la privatisation des plantations d'Etat dont on ne connaît pas encore les modalités. Mais bien sûr il faut que les nouveaux investisseurs respectent les lois sociales, le salaire minimum, le prix minimum lorsqu'il sera établi. Il faut aussi qu'ils ne détruisent pas la forêt, qu'ils créent de nouvelles surfaces boisées, non qu'ils détruisent celles qui existent.

La certification du caoutchouc: utile

Oui la certification du caoutchouc cambodgien est utile, dit M. Chan Tong Yves. Actuellement nos acheteurs achètent à prix assez bas notre caoutchouc parce qu'il n'est pas certifié, ils le certifient eux-mêmes et le revendent en bénéficiant de la différence.

nos statistiques: pas si mauvaises ...

On a dit que la production réelle de caoutchouc du Cambodge est bien supérieure aux chiffres réels, que 20 000 tonnes seraient exportées en fraude vers le Vietnam, c'est à dire presque la moitié de la production réelle.

Je crois que ce chiffre est très exagéré, dit M. Ly Phalla. Nos statistiques ne sont pas parfaites, mais nous avons plusieurs recoupements. Les experts connaissent bien les plantations, ils savent quelle est la production maximale par ha. Nos prévisions sont précises; par exemple, pour 2003, la production prévue était de 33 980 tonnes; la production réalisée a été de 32 500 tonnes: la marge d'erreur est faible. D'autre part les Finances, qui perçoivent les taxes (15,3 milliards de riels venant des plantations d'hévéas au total en 2003), sont très attentives. J'estime que nos statistiques sont précises à 10% près.

Y échappe la plantation de Rattanakiri, gérée de façon privée. Nous considérons que les vols, qui sont en augmentation, c'est vrai, pourraient atteindre 20% de la production.

S'agit-il de vols ? D'exportations illicites ? Les audits nous le diront. Le problème de la DGPH est que nous manquons de moyens, matériels et humains: Pas de budget, pas de véhicules, pas de GP ... ■

LA et les

Un entretien avec

D'une façon générale, les effets de la politique sur le mouvement des affaires ont été faibles. Avant les élections de juillet 2003, j'avais prévu que les gens retireraient 25 % de leurs dépôts à la banque. Les retraits n'ont été que de 18%; nettement moins que pour les élections précédentes.

La politique: sans effet sur l'activité bancaire

A la fin de 2003, bien que le nouveau gouvernement, 5 mois après les élections, n'ait pas été formé, on n'a constaté aucun mouvement. Les gens ont laissé les questions politiques aux politiciens, sans inquiétude. Les gens sont fatigués de la politique. Au 31 décembre 2003 les dépôts à la *Canadia Bank* atteignaient 190 millions de dollars, contre 174 millions au 31 décembre 2002. Et en février 2004 nous avons atteint 200 millions de dollars.

Une grande partie de cette tranquillité est venue du fait que les grands partenaires du Cambodge, les bailleurs de fonds, la Chine, le Japon, ... ont fait confiance au gouvernement.

Les investisseurs privés aussi ont confiance. Toutes les usines de confection qui étaient à louer sont louées. Cela vient d'une reprise générale de l'activité et des investissements en Asie. Et les industriels de la Confection considèrent que le Cambodge est une localisation favorable, avec de bons quotas, une main d'oeuvre pas chère et habile.

Les prêts: on y travaille

Du côté des prêts, j'observe que les autres banques ont une attitude plus négative que nous. C'est qu'il est très difficile de récupérer un mauvais prêt. Monter un projet prend beaucoup de temps, il faut le préparer très attentivement parce que nous voulons éviter un procès.

On peut dire à ce sujet que le règlement des litiges par la justice progresse, même s'il n'est pas totalement satisfaisant.

Nos taux de prêts: 1,5% par mois, 15 % par an.

BANQUE

pratiques bancaires

M. Phung Kinh Hoa

vice-président de la Canadia Bank

Notre système de prêts s'améliore de plusieurs façons: - les institutions financières internationales vont nous prêter davantage pour que nous puissions prêter à long terme, au lieu de prêter à court terme, ce qui est illogique pour des investissements sur la longue durée; - l'USAid propose de nous garantir à hauteur de 50% en cas de perte sur un prêt; - quant à la somme donnée par l'Allemagne destinée aux prêts aux petites et moyennes entreprises, nous avons deux consultants allemands qui mettent le système en place (*voir ci-après*) et qui forment aussi notre personnel aux normes internationales. Il faut dire que parmi les clients qui

nous demandent un prêt il y en a qui n'ont même pas de livre de compte, c'est à nous, à nos employés, qu'il revient d'aller voir en quoi consiste l'activité de l'emprunteur et quelles sont ses possibilités ...

Activités hors banque

- **Notre parc de maisons** à vendre selon le système "lease and sell" nous avons tout vendu en six mois! Maintenant l'IFC va nous prêter 5 millions de dollars pour un nouveau projet de logements, cette fois non des villas de luxe mais des habitations plus modestes pour le grand public.

- **le village culturel de Siem Reap:** il marche bien, il a du succès chez les

clients locaux. Cependant il ne fait pas de profit parce que les gens n'y vont que 2 ou 3 fois, et que le tarif pour les Cambodgiens est seulement de 1 dollar. Il faut maintenant attirer les touristes étrangers; par exemple 600 Japonais l'ont visité. Ils paient 12 dollars l'entrée mais, à cause des commissions aux agences, le management n'en reçoit que 8.

- **la grande tour** en construction bd. Monivong, près de la gare: selon notre projet elle doit avoir 21 étages. Il y a des gens à la Municipalité qui pensent que 10 à 12 étages ça suffirait. Les Français se préoccupent surtout de conserver les vieilles constructions, ils disent que c'est l'héritage, que c'est beau. Mais il y a le danger que ça s'écroule, regardez l'immeuble de la Croix Rouge bd Norodom, il tombe en ruines! La tour que nous voulons construire est à l'étude. Déjà une étude a montré qu'elle ne nuisait pas au trafic aérien. Nous sommes confiants que notre projet sera agréé, que nous aurons le permis de construire.

la pratique bancaire au Cambodge encore loin des critères internationaux

Les prêts aux entreprises que pratiquent les banques, au Cambodge, sont très éloignés des règles internationales, nous dit un banquier étranger. Ils sont plutôt du prêt sur gage. Dans ce système l'emprunteur donne au prêteur un objet en gage (une bague, une montre, un meuble, ...), en échange d'une somme équivalant à la valeur estimée de l'objet; on récupère l'objet lorsqu'on rembourse le prêt (plus une commission évidemment). Il est pratiqué à Paris par le Crédit Municipal; en langage populaire français on l'appelle "chez ma tante". Au Cambodge ce système est courant, il se pratique dans de très petites échoppes, même dans la rue. Par exemple, pour le dépôt d'une bague d'une valeur de 200 dollars, le prêt est de 100 dollars. Ainsi le prêteur ne prend aucun risque. Pour les sommes un peu plus élevées, il existe couramment un système de prêt à terme, avec intérêt mensuel. C'est au fond de la banque archaïque, pratiquée entre individus, sans "établissement", sans même de

boutique ni d'échoppe, et naturellement non déclaré. Par exemple celui qui veut acheter un terrain emprunte 2000 dollars. La garantie, c'est le terrain. L'intérêt: 10% par mois. Si l'emprunteur ne paie pas ses intérêts régulièrement, il perd son terrain.

ce que les banquiers pratiquent au Cambodge, ce n'est que du prêt sur gage

Ce que les banquiers pratiquent au Cambodge, c'est aussi du prêt sur gage, simplement les sommes sont plus importantes: ce n'est pas une bague que l'on met "au clou" mais une maison, une villa, un terrain. Les intérêts ne sont pas aussi pharamineux que ceux qui sont pratiqués dans la rue, mais ils sont pourtant très élevés, et le principe est le même. Pour les banquiers occidentaux, "ce n'est pas de la banque".

M. Phung Kinh Hoa l'expliquait dans de précédentes interviews (*ci 171, 197*): nous ne nous préoccupons pas de calculer la rentabilité des entreprises qui nous demandent un

emprunt, d'évaluer leur capacité de remboursement, nous veillons à deux choses: - la garantie qu'apporte l'emprunteur, et nous ne prêtons qu'une part de la valeur de cette garantie; - et, encore plus important, la personne qui nous emprunte. Elle doit être une personne que nous connaissons, en qui nous avons confiance, qui a des relations connues; c'est cela la meilleure garantie. La garantie matérielle est moins importante parce qu'en cas de défaillance récupérer cette garantie, et la vendre, peut être difficile et prend beaucoup de temps.

A ces précautions s'ajoute que les prêts sont à très court terme: 1 mois, 3 mois le plus souvent, six mois. A la suite de quoi l'emprunteur doit rembourser et payer les intérêts. S'il le fait, on prolonge pour la même durée, et ainsi de suite.

"Grâce à ces précautions nous avons très peu d'emprunteurs défaillants".

le système génère des "effets pervers"

Même s'il semble fonctionner, le système existant a des effets pervers nous dit ce banquier étranger. Parfois la banque prêteuse sait très bien que l'emprunteur ne pourra pas rembour-

(suite page 8)

le crédit bancaire en pratique

(suite de la page 7)

ser la somme empruntée. Elle prête quand même, perçoit les intérêts, au bout du délai fixé elle consent à renouveler le prêt ("roll over"), une fois, plusieurs fois ... Arrive un jour où elle demande à être remboursée. L'entreprise qui ne peut pas rembourser se lance alors dans des affaires illicites, ou augmente le département illicite de ses activités, pour pouvoir rembourser. La banque l'ignore, ou fait semblant. De toutes façons elle n'est pas perdante ...

La pression des prêteurs, y compris des grands bailleurs de fonds internationaux, va dans le même sens: on prête, sur des rapports faux, à des entreprises non rentables, qui peuvent être des hôtels, des shopping centers, qui ont des revenus clandestins ...

Il est certain que ce système, pour un banquier occidental, "ce n'est pas de la banque". Un prêt vraiment "bancaire", c'est un prêt qui a pour objectif le développement d'une entreprise véritable, qui produit des biens ou des services utiles de façon transparente, un prêt décidé en fonction d'études sérieuses, qui prennent en compte le domaine d'activité, le marché, les capacités de l'entreprise, son évolution, la viabilité de son projet ...

Le système traditionnel ne suffit plus

Les pratiques bancaires actuelles suffisent de moins en moins dans une économie qui se modernise, qui est de plus en plus en relations avec les économies des pays voisins, qui se mondialise. Les entreprises installées au Cambodge se plaignent de ne pouvoir emprunter auprès des banques que très difficilement, à très court terme, et à des taux très élevés. Pour les entreprises étrangères un emprunt auprès des banques locales est pratiquement impossible. La conséquence est que les entreprises se passent du système bancaire, et le développement du pays s'en trouve évidemment freiné.

On introduit des systèmes de prêts nouveaux

Les retards du secteur bancaire du Cambodge étant bien repérés, plusieurs systèmes se mettent en place pour y introduire de la modernité.

Invest-Asia, système européen, *Proparco* qui relève de l'Agence Française de Développement, *USAid*, qui propose une sorte de garantie à la banque prêteuse: en cas de perte, le remboursement de la moitié de la somme perdue. Enfin le gouvernement allemand par le KFW, *Kredit Anstalt für Wiederaufbau*, donne 2,5 millions d'eu-ros, première somme destinée à alimenter des prêts aux PME et PMI. C'est la *Canadia Bank* qui a été sélectionnée pour gérer le système (en 197).

fonds allemands: ce qui manque ce sont les projets "bancables"

"Je me trouve dans une situation assez difficile", nous dit le responsable de ce nouveau système de prêts. Si j'applique les critères normaux pour l'attribution d'un prêt, je ne trouve pratiquement pas d'entreprises "éligibles". Bien sûr les meilleures comprennent très bien ce que je demande, elles connaissent les normes pratiquées à l'étranger, elles les approuvent. Mais selon les habitudes locales, c'est nouveau, c'est anormal. Le bailleur de fonds allemand insiste pour que j'attribue des prêts à des entreprises sérieuses, et j'ai les fonds pour cela. La banque de son côté estime que l'on peut réduire le nombre d'informations que l'on demande normalement à l'entreprise. Je me trouve donc devant un choix:

- ou bien on prête à long terme à une entreprise qui veut faire un investissement productif, pour qu'elle soit rentable, et capable de rembourser. Pour cela, il faut évidemment que l'entreprise ait au moins un livre de compte, des bilans, ce qui n'est pas toujours le cas, et que son activité soit transparente, crédible, ce qui est encore assez rare. Très peu de demandes de prêts répondent aux critères. Dans le monde entier, une entreprise qui ne donne pas ses chiffres n'a pas de prêts!

- ou bien on prête à court terme, on est sécurisé par des biens qui sont vendables, et ce que fait l'entreprise, sa rentabilité, "on s'en fout". Pour un banquier occidental un prêt qui n'est pas remboursé, c'est un échec, même s'il est sécurisé, même si la banque n'y perd pas. Et nous sommes

attentifs à l'utilisation du prêt. Un exemple: une entreprise nous demande un prêt pour acheter un matériel électrique coûteux, dont elle n'a pas vraiment besoin. Je vois bien qu'il s'agit de recycler, de blanchir de l'argent. Dois-je prêter?

Je dois trouver un compromis entre ces deux "philosophies" de l'activité bancaire. **Jusqu'à présent, nous avons accordé des prêts à 5 entreprises, pour la somme globale de 500 000 euros. Taux: 1% par mois, un peu moins que le taux du marché (1,5%).** Pour ces cinq là, je suis assez tranquille. Au total je pense que j'atteindrai mes objectifs à 50%.

On ne peut pas aller très vite

Après une expérience de quelques mois, je constate un conflit entre les prêteurs, y compris les grands bailleurs internationaux qui ont beaucoup d'argent à déboursier et poussent à "développer le secteur privé" rapidement, et le manque d'entreprises véritables. Il y a engorgement, et tendance à financer n'importe quoi. Sans compter que ces bailleurs absorbent trop de fonds pour leur gestion quotidienne.

Je vois bien que c'est une question de patience. Il ne faut pas mettre la barre trop haut, il faut aller pas à pas, introduire progressivement la modernité.

Sur les fonds de la KFW nous donnons à une vingtaine d'employés de la *Canadia Bank* une formation à l'activité du prêt, analyse, gestion, délivrance des crédits ... 3 semaines, à mi-temps, matin et après-midi en alternance. Une difficulté: la langue. Nous parlons en anglais, c'est traduit en khmer, mais certains de ces employés ne parlent pas khmer, seulement chinois, ou malaisien!

Optimiste malgré tout

Ce qui me rend optimiste c'est que les gens que nous formons travaillent avec beaucoup de bonne volonté, plus qu'on en aurait en Europe. Il y a un excellent esprit. Un petit nombre est vraiment capable de prendre des responsabilités.

Il faut aller lentement, et on verra que les deux systèmes, le traditionnel et le moderne, finiront par se combiner.

Confection

le point de vue d'un professeur d'économie

Les exportations de la branche confection textile sont passées de 900 millions de \$ en 2000 à 1100 millions en 2001 puis 1338 en 2002 pour atteindre 1 609 millions de dollars en 2003, ce qui représente des taux de croissance d'une année sur l'autre de 22,2 %, 21,8 % et 20,3 %. De plus les exportations de la branche ont représenté 81 % (2000), 78,6 % (2001) et 82 % (2002) du total des exportations du Cambodge. C'est aussi le secteur le mieux connu et pour lequel les chiffres officiels sont fiables (1). Ce secteur est au centre des préoccupations depuis l'adhésion du Cambodge à l'OMC, mais les arguments utilisés, quant à l'avenir du secteur nous paraissent contradictoires.

Avant d'exposer nos arguments à ce sujet, rappelons que la branche confection textile représente aussi le premier poste des importations (615 millions de \$ soit 43,5 % des importations en 2000; 715 millions de dollars soit 38 % en 2001; 900 millions soit 40,5 % en 2002 et 1083 (2) en 2003). Le taux de croissance des importations textiles (16,26 % entre 2000 et 2001; 25 % entre 2001 et 2002 et 2003) évoluant parallèlement à celui des exportations (importations de tissus, de fil, boutons etc ...), on peut grossièrement considérer ces importations comme les consommations intermédiaires (CI) d'un processus de production dont les exportations seraient l'output. L'écart (Ex-Im) est une assez bonne approximation de la Valeur Ajoutée des entreprises de confection résidentes, car toutes les matières premières sont importées. Cet écart donne une idée de la part d'activité de

confection propre au Cambodge, or il passe de 285 millions de \$ en 2000 à 385 millions en 2001, 438 millions en 2002 et 526 en 2003. Soit respectivement 9,2, 11,9, 11,6 et 13,5 % du PIB du Cambodge pour chacune des années, ce qui représente plus que le tourisme (4). Une statistique reprise des calculs de l'ECI donne même une VAP/PIB de 13% pour 2002. Le poids du textile dans l'économie n'est plus à démontrer (5). Or que va-t-il se passer début 2005 lorsque les quotas d'importation seront supprimés ?

(...) nous ne pensons pas que la fin des quotas entrainera un rapatriement des investissements et ce pour trois raisons principales.

1. Des projets d'investissements dans ce secteur continuent d'être déposés (19 projets agréés par le CDC en 2003 pour un montant total de 27,5 millions de \$), ce qui prouve que les entrepreneurs croient en l'avenir de la filière au-delà du 1er janvier 2005, même si on peut penser qu'une partie de ces investissements sont simplement destinés à une mise aux normes pour respecter le code de bonne conduite des grands distributeurs occidentaux. Si le nombre d'usines en activités progresse modérément (de 185 en 2001 à 197 en 2003 et 198 en 2004), le nombre d'employés (de 162 000 en 2000 à 226 000 en 2003) continue à croître rapidement (13% par an en moyenne) ainsi que la productivité apparente du travail en valeur (6) (16,5%; 4,8% et 7,9% selon nos calculs) et les exportations (un peu plus de 20% en moyenne).

2. Depuis 1997 la confection cambodgienne bénéficie du système de préférence généralisée aux Etats-Unis et depuis 1999 elle fait l'objet de contingents. Or l'évolution des contingents (9% en 2000, 14 % en 2001 et 2002, 18 % en 2003) est moins rapide que celle des exportations. Une part de plus en plus grande se fait hors quotas.

3. Le yuan est fortement sous-évalué, il ne pourra le rester très longtemps du fait même du volume de l'épargne chinoise, du fort taux de croissance économique de la Chine et des pressions américaines et européennes pour qu'elle réévalue. Une réévaluation du yuan par rapport au \$ entraîne ipso facto une baisse de compétitivité de la confection chinoise. D'où l'intérêt à moyen terme pour les entreprises chinoises d'avoir investi dans un pays dont la monnaie est dollarisée. Certes les coûts en provenance de la Chine augmenteront (en \$) mais pas le coût de la transformation réalisée au Cambodge, ce qui donne un avantage compétitif à la Confection cambodgienne par rapport à celle de la Chine; la concurrence viendra alors plutôt de pays comme l'Inde, l'Indonésie et le Pakistan, à moins que la productivité n'augmente plus vite en Chine qu'ailleurs. La fin des quotas ce n'est pas forcément "la fin des haricots" pour la confection au Cambodge.

Emmanuel Blanc

1. ce qui tend à surévaluer la part de la confection dans le total des exportations ces dernières étant sans doute sous-évaluées. 2. Estimation de l'auteur. 3. Elles représentent un peu plus de 60% du prix des exportations, les coûts de transport 20%, et ceux du travail environ 17%. 4. Chaque touriste dépense environ 90\$ par jour et reste en moyenne 3 jours. Sachant qu'il y a eu 786 000 touristes en 2002, cela représente 212 millions de dollars. Or 75 % de ce montant retourne au Vietnam et en Thaïlande sous forme d'achats de toutes sortes (légumes etc ..). 5. On peut rappeler que c'est l'essentiel de l'emploi salarié (210 000 personnes). 6. L'écart que nous avons calculé rapporté au nombre d'employés donne une bonne approximation de la productivité apparente du travail en valeur. Pour les années 2001, à 2003 cela donne: $285000/162 = 1760\$$ par employé; $385000/187 = 2058\$$; $438000/203 = 2157$;



LOGISTIQUE INTERNATIONALE
INTERNATIONAL LOGISTICS

SDV

des idées à 360°

www.sdvasia.com

Air, Mer, Route Transport
Dédouanement
Projet Industriel, Entreposage
Groupage hebdomadaire
Service Porte à Porte, Déménagements Internationaux

SDV Cambodge Ltd.
22 rue 240, Phnom Penh, Cambodge
Tél: +855 23 427 855 Hp: +855 12 812 877 Email: pnh.ops@sdv.com
SDV Logistique Internationale - 500 bureaux sur 5 Continents
Groupe Bolloré



LIVRES

L' Histoire récente du Cambodge et mes prises de position

par Khieu Samphan

Ce livre qui vient de paraître dans sa version française a déjà dans sa version khmère un grand succès. Après tant de livres écrits par les victimes et par des chercheurs occidentaux, enfin un livre qui vient de l'autre côté !

De Khieu Samphan qui fut, comme on sait, le chef de l'Etat du Kampuchea démocratique pendant plus de 3 ans, qui fut la figure de proue des khmers rouges, on pouvait attendre des informations nouvelles, des analyses, des explications, un éclairage nouveau. En fait une bonne part est destinée à montrer que Khieu Samphan pendant ces années épouvantables n'était au courant de rien, qu'il s'est trouvé à ce poste sans l'avoir voulu, par fidélité à des gens -Pol Pot surtout- auxquels il faisait une confiance aveugle. En somme il est presque victime de son patriotisme, de son dévouement et de sa naïveté. Des horreurs qui ont causé la mort de 1,7 million de ses compatriotes, il n'est pratiquement pas question. La fadeur du texte face à l'horreur des faits vient d'une tête formée seulement aux débats d'idées. C'est bien écrit, c'est intelligent, et c'est irresponsable. Khieu Samphan pense-t-il obtenir de cette façon le pardon des survivants ?

Il commence par une grosse illusion, un gros mensonge: "J'ai pu constater que bon nombre de mes compatriotes ont su dépasser le chagrin et la révolte suscitée par les massacres et les crimes commis sous le régime du Kampuchea démocratique pour s'engager dans la voie de l'analyse et de la réflexion".

Non. Ces mots montrent que Khieu Samphan qui ne "voyait" pas ses compatriotes quand il était au pouvoir, ne les perçoit pas mieux aujourd'hui. On peut rappeler qu'en novembre 1991, se trouvant à Phnom Penh en tant que membre du CNS, il a failli être tué à coups de planches par une foule déchainée qui, manifestement, n'avait pas "dépassé le chagrin et la révolte".

Khieu Samphan donc, selon lui, n'aurait rien vu, n'aurait rien su: "Impuissant, je ne pouvais que distiller en silence mes regrets et mon désespoir" (...) "Le lecteur doit comprendre que le Comité central du parti n'était pas un organisme de direction mais de discussion quant à la mise en oeuvre de la politique forgée par le bureau permanent. [donc il a "mis en oeuvre", peut-on remarquer au passage].

"tout au cours des années 1975-1978 et en conformité avec la discipline générale, je passais ma vie confiné dans l'annexe du quartier général des leaders khmers rouges (...)".

On est bien d'accord, les témoignages concordent, Khieu Samphan n'avait pas l'étoffe d'un grand décideur (cf 207: "Qui était Khieu Samphan ?"). De là à prétendre quand on a été sous divers régimes député, secrétaire d'Etat, ministre de la Défense du Grunk, commandant en chef des Forces armées du FUNK, chef d'Etat du Kampuchea démocratique d'avril 1976 à janvier 1979, Premier ministre du Kampuchea démocratique en exil, ministre des Affaires étrangères du GCKD, représentant des khmers rouges au CNS, de là à prétendre qu'on n'est responsable de rien, qu'on a seulement

"suivi", qui pourra se faire prendre à cet air de pipo ?

En attendant que le tribunal en décide, l'opinion risque fort de considérer que c'est une bien pauvre esquivé.



Particulièrement agaçant est le ton du livre: s'étant en somme dégagé de toute responsabilité dans les horreurs commises par d'autres, Khieu Samphan se donne un style détaché, objectif, celui presque d'un universitaire (il est docteur en Economie) qui fait une communication à ses collègues.

Il fait part de ses états d'âme, non pas pour dire qu'il est bouleversé par ce qu'il apprend (il n'a pris connaissance de ce qui s'est passé entre 1975 et 1979 qu'en 2003 en voyant le film de Rithy Panh), qu'il regrette d'avoir fait équipe avec Pol Pot et les autres, qu'il s'excuse, qu'il demande pardon aux victimes, mais pour expliquer certaines interrogations d'ordre intellectuel. Il "avoue qu'il ne parvient pas à résoudre personnellement certaines contradictions"

entre plusieurs idéaux qui s'accordent mal, le patriotisme et les droits de l'Homme: "Je n'ai pas encore trouvé de réponse qui me satisfasse". Et il se dit "déterminé à apporter sa contribution à ce travail d'analyse". C'est pourquoi il a fait "un modeste écrit pour aider à motiver un débat".

Khieu Samphan serait en somme un chercheur, modeste, objectif, qui "ressent un sentiment d'humilité" devant des événements qu'il n'a pas compris, qui regrette son "ignorance de ce qui se passait réellement dans le pays" parce qu'il vivait "à peu près cloîtré".

Il parle avec détachement de "ma perception du mouvement khmer rouge" comme pourraient le faire ses collègues chercheurs, qu'il cite, D.P. Chandler, Ben Kiernan, M. Vickery, S. J. Morris ... Il porte une admiration particulière à William Showcross, qu'il cite à de nombreuses reprises, et qui en effet semble en savoir énormément plus sur les khmers rouges que Khieu Samphan.

Dans sa préface l'avocat Jacques Vergès semble donner des indications sur son système de défense. Il dit que Khieu Samphan "jeune intellectuel humaniste", a été placé devant un "choix forcé entre la soumission à l'impérialisme et le ralliement au camp socialiste et à la dictature (...). Menacé d'arrestation, il a dû se réfugier dans les maquis khmers rouges (...) qui menaient alors un combat libérateur contre la volonté américaine de faire du Cambodge, devenu satellite, un champ de bataille contre le Vietnam". Il rappelle que le prince Sihanouk lui-même a appelé les Khmers à rejoindre les maquis (même s'il ne s'agissait pas des maquis khmers rouges). Khieu Samphan aurait eu en somme un admirable itinéraire de résistant, de patriote pur égaré chez des méchants.

Cette approche sera-t-elle retenue lors du jugement ? Y aura-t-il "nuances", indulgence en faveur de Khieu Samphan ? Mais tous ces gens parfaitement innocents, tués en série à coups de gourdin ou de pioche, tous ces gens morts d'épuisement et de faim à cause de l'imbécillité de quelques chefs parmi lesquels un docteur en Economie, ont-ils eu droit à la moindre nuance, à la moindre indulgence ? On peut prévoir que Me Vergès, spécialiste des cas les plus pourris, aura fort à faire.

Relations khmers rouges - Vietnam: la question des frontières

Le côté justice mis à part, ce livre apporte-t-il des informations nouvelles ? Assez peu.

Un dossier qui intéresse manifestement Khieu Samphan, et à juste titre, est celui des relations entre khmers rouges et Vietnamiens. La question des frontières y a joué un rôle central. Il a découvert (tout récemment, en lisant des



chercheurs) que ce sont les Cambodgiens qui ont les premiers lancé des attaques contre des villages vietnamiens (Tinh-Bien, avril 1977), "crimes abominables", "cruautés médiévales", déclanchant représailles et nouvelles attaques. Mais selon lui, c'est que les Vietnamiens "en contradiction avec les déclarations solennelles faites en 1967", prétendaient que les territoires occupés par eux (une large frange du Cambodge tout le long de la frontière, créée pendant la "guerre américaine", vaste extension de la piste Ho Chi Minh) étaient vietnamiens, et voulaient de surcroît revenir sur la "Ligne Brévié". "Cette révision reviendrait à enlever du Cambodge toute la partie navigable de la mer en face de Kep et de Kampot en même temps qu'une bonne partie de son eau profonde en face du port de Kompong Som".

Bien sûr le Cambodge ne pouvait pas l'accepter. Les

KHIEU SAMPHAN

ce qu'il pouvait y avoir d'étranger, ils ont fait d'énormes efforts avec des bêtes et des paniers dans les domaines

de l'irrigation notamment, dont on voit encore les traces (des barrages, des canaux - à Prey Nup par exemple), un fragment de voie de chemin de fer, des tentatives dans l'hévéaculture etc ... aidés par des milliers de techniciens chinois. Les films de propagande montrent des centaines de milliers de gens au labour. Y avait-il un plan général ? Qui étaient les concepteurs ? Les responsables ? Pourquoi ces efforts énormes ont-ils abouti au désastre ? Le chef de l'Etat n'en dit rien, ou peu de choses: on a créé les coopératives pour "surmonter les difficultés liées à l'état de guerre" et le système provenait "de l'orthodoxie révolutionnaire telle qu'elle était diffusée dans les années de mes études à Paris (...). En fin de compte donc, l'évacuation forcée des villes, la suppression de la monnaie, et la campagne frénétique pour la rapide communisation du pays étaient tout un programme qui relève manifestement de l'utopie (...). Des questions d'une telle importance étaient posées à la hâte, et en marge des questions militaires". Là encore, selon lui, Khieu Samphan n'a rien eu à dire.

et la Chine ?

A la différence de Yeng Sary, Khieu Samphan n'était pas responsable des Affaires étrangères, mais seulement de "rallier la conviction de personnalités d'autres tendances politiques et de pays étrangers" (lettre au *Phnom Penh Post* de mars 2000). Tout de même, le chef de l'Etat devait bien être au courant des relations khmers rouges - Chine, qui ont été fort étroites, et pendant longtemps. Mais rien là-dessus, ce qui laisse place à hypothèses et élucubrations.

Sincérité

Malgré tout, il y a de la sincérité dans ce livre: par exemple l'hommage à l'ardeur, au dévouement, au patriotisme des combattants khmers rouges refoulés jusqu'aux Cardamomes par les Vietnamiens sonne juste; de même l'hommage très général rendu aux paysans qui ont cru aux discours des khmers rouges, lorsque Pol Pot, dans un rarissime moment de regret, reconnaît que le communisme n'a pas répondu aux attentes; et sincérité, lucidité, dans les explications a posteriori de Khieu Samphan, lorsqu'il essaie, dans les dernières pages du livre, de donner une explication générale du phénomène khmers rouges.

Une dernière question: J. Vergès n'aurait-il pas participé à la rédaction de ce livre ? A.G.

L' Histoire récente du Cambodge et mes prises de position, par Khieu Samphan, 172 p., L' Harmattan 2004.



A Pochentong: Khieu Samphan au premier plan à gauche, Lao Surphanuvong au premier plan à droite, en arrière à gauche Nuon Chea.

Photos Centre de Documentation du Cambodge / Cambodia Documentation Center

négociations de mai 1976 n'ont pas abouti. Les dirigeants khmers rouges ont alors compris que les Vietnamiens "avaient conçu une nouvelle stratégie pour réaliser leur ancienne ambition de direction de droit ou de fait sur l'ensemble de l'Indochine". Les relations entre Cambodge et Vietnam ont connu "un tournant dramatique".

Ainsi, explique Khieu Samphan, les khmers rouges ont par deux fois, dès juin 1975, et en avril 1976, cherché à négocier avec les Vietnamiens, mais les Vietnamiens avaient une toute autre stratégie. Ainsi les attaques des Khmers rouges contre des villages vietnamiens se trouveraient sinon justifiées du moins expliquables.

Suit une longue phrase qui semble faite pour dédouaner ceux qui, "confrontés aux exactions de l'armée cambodgienne se sont trouvés sans autre alternative que de passer la frontière et de s'allier avec les forces vietnamiennes". Khieu Samphan, en somme, comprend et excuse Hun Sen ...

et l'économie ?

On pouvait attendre de notre docteur en Economie qu'il traite de la question. Les khmers rouges n'ont pas seulement vidé Phnom Penh, supprimé la monnaie, essayé de détruire tout

Jacques Vergès ne pourra pas être l'avocat de Khieu Samphan, nous dit Youk Chang, directeur du Centre de Documentation du Cambodge, la loi dit que les avocats devront être cambodgiens; mais il pourra être son conseiller.

Mekong Libris

Librairie - Presse - Papeterie

Votre Nouvelle Librairie
au cœur de Phnom Penh !

Place de la
Poste Centrale
Phnom Penh
Cambodge

Tel: 023 884 304 • Portable: 012 804 751
Email: dg_distri@bigpond.com.kh





MEDIAS

Procès

Le procès des khmers rouges pourrait coûter environ 40 millions de dollars. Le personnel, cambodgien et international, serait d'environ 360 personnes. Le procès aura probablement lieu dans la salle Chaktomuk (comme en 1979 ndr), le bâtiment sur Chruy Changwar n'étant pas terminé. La délégation de l'ONU venue à Phnom Penh pour préparer ces questions matérielles se préoccupe aussi de la sécurité des prévenus, des juges, avocats, procureurs, témoins. C'est sur l'accord du gouvernement cambodgien concernant les divers aspects du procès, et notamment son financement, que l'ONU fera appel au financement de divers pays membres. [d'après *Moneaksekar Khmer* 11.3., trad. *The Mirror*]

Coups illégaux

Elles continuent à Païlin, elles sont le fait de personnages puissants, les autorités officielles ne peuvent pas intervenir. [d'après *Rasmei Kampuchea*, 12.3]

Déminage

L'armée a nettoyé 47 242 mines et engins explosifs, et 201 473 pièges, pour une surface de 24 348 000 m². Elle projette de nettoyer 10 millions de m² en 2004 le long de la frontière thaïlandaise, dont 15% dans la province de Preah Vihear, 22,5% dans celle d'Otdar Meanchey, 25% dans celle de Battambang, 15 % dans celle de Pursat. Cela demande un financement de

3 millions de dollars. Malgré les nettoyages déjà effectués, le nombre des accidents demeure élevé: de 800 victimes par an en 2000 on est passé à 745 en 2003. Le général Pol Saroeun demande aux bailleurs de fonds, Union Européenne et autres, une assistance sous forme d'aide humanitaire et de matériel moderne. [d'après *Rasmei Kampuchea*, 4.3., trad. *The Mirror*]

Thaïlande: forte croissance

Après un progrès de 6,7% en 2003, les prévisions pour 2004 sont revues à la hausse: 8% au lieu de 7%. Les moteurs: une forte consommation intérieure, et de solides progrès des exportations, par exemple de produits électroniques. Le Premier ministre Thaksin projette d'investir 38 millions de dollars au cours des 5 années à venir dans des infrastructures comme le réseau routier et le réseau ferroviaire. La bourse a progressé de 125% au cours de 2003; il y a cependant reculé depuis janvier, des investisseurs pensent à anticiper des baisses éventuelles. [d'après *Far Eastern Economic Review* 18.3]

Honda: nouvelle usine en Thaïlande

Honda va investir 6,6 milliards de bahts dans une nouvelle usine qui produira à partir de 2007 des voitures "compactes" avec une capacité de 100 000 unités par an. Faible consommatrice d'énergie, la voiture sera vendue 350 000 bahts,

environ la moitié des prix pratiqués au Japon. Elle sera aussi destinée à l'exportation. Ce projet correspond à la politique du gouvernement: produire des voitures bon marché en plus des véhicules utilitaires pour rester compétitifs face à la Chine. L'usine

Honda d'Ajutthaya, d'une capacité de 120 000 unités par an, construit 5 modèles de voitures. [d'après *Bangkok Post* 20.3]

Thaïlande: qui est pauvre ?

La ligne de pauvreté va être remontée, pour tenir compte de la montée des prix et du progrès général du niveau de vie; le revenu moyen est passé de 60 000 bahts par an à 80 000. La ligne de pauvreté serait fixée à plus de 1000 bahts par mois; les "besoins de base" sont estimés par le ministère de l'Intérieur à 1600 bahts par moi. Le nombre des gens "pauvres" se trouvera ainsi augmenté d'environ 3 millions. [d'après *Bangkok Post* 20.3].

Avenir de l'anglais

L'anglais va rester probablement l'une des langues les plus importantes du monde, mais son avenir à long terme est plus problématique, estime un expert des langues dans la revue *Science*. La proportion des gens qui ont l'anglais pour langue maternelle diminue, tandis qu'augmente celle des gens qui parlent plusieurs langues. Déjà un Américain sur 5 parle à la maison une autre langue que l'anglais. L'espagnol vient en tête et le chinois progresse rapidement. En 2050, le Chinois restera la langue la plus parlée dans le monde, le Hindi-Urdu et l'arabe dépasseront l'anglais chez les 15-24 ans, et l'espagnol fera presque part égale. L'anglais est la langue prédominante en matière scientifique, avec 80 à 90 % des articles rédigés en anglais dans les publications scientifiques, mais cette domination rencontre de plus en plus de résistance. On observe une prolifération de sites internet en espagnol, en allemand, en français, en japonais ...

[d'après *Bangkok Post* 1.3]

**Le GUIDE TOTAL
DES ROUTES DU CAMBODGE**
seconde édition
français / anglais

parution imminente

CAMBODGE
NOUVEAU
le journal
des
dépenseurs
votre
meilleur
investissement



Publié par la SERIC
Directeur - rédacteur en chef
Alain Gascuel
Photos Art Studio, etc ...
Impression CIC Centre
Informatique du Cambodge

58 rue 302 BP 836 Phnom Penh

CAMBODGE NOUVEAU

tel 023 214 610 mobile 012 803 410

E-mail cn@forum.org.kh





indochine

INSURANCE

Nous sommes là pour vous aider

24h SERVICE CLIENT
012 812 333

Première compagnie d'assurance du Cambodge, et première compagnie privée à recevoir sa licence, Indochine Insurance est choisie par ceux qui estiment que le service, c'est plus important que tout. Notre ligne téléphonique d'assistance directe vous est ouverte 24h/24, 365 jours par an, il suffit de l'appeler pour que notre équipe soit à vos côtés lorsque vous en avez besoin.

Contactez Indochine dès maintenant.

Automobile

Santé, Évacuation Médicale

Tous Risques Chantiers

Incendie, Accident et Risque Divers

Accidents du Travail

Hospitalisation

Assistance Auto

Consultez régulièrement notre nouveau site web pour plus d'informations, ainsi que pour les "insurance news"

www.indochine.com.kh



No Problem Insurance Park, 55, Rue 178, Phnom Penh Tel: (855 23) 210 701, 210 761 Fax: (855 23) 210 501 Email: insurance@indochine.com.kh Web site: www.indochine.com.kh